

**Visite pastorale à Niort**  
Espace Saint Hilaire  
Niort, 27 janvier 2016

*Christianisme, culture et politique*

**Une réflexion par Mgr Pascal Wintzer**

1) Un état des lieux : le désenchantement du politique

Encore au tout début de l'année 2016, on ne peut réfléchir au politique, à la religion, à la société, sans s'inscrire dans le réel inquiétant, voire dangereux qui habite les esprits. Se trouve ainsi désignée la mission du politique qui doit tenir ensemble l'accueil de la réalité et le sens à lui donner.

Même s'il y a comme une injonction du compassionnel, ne pas déposer une bougie ou une fleur serait, pense-t-on, un manque de cœur, il serait grave de ne pas chercher à comprendre le sens et le pourquoi de ce qui arrive, c'est la clef pour agir ; n'est-ce pas la question qui détermine la vie politique : « Que faire ? » Vous connaissez l'auteur de cette question.

Le réel s'impose à nous.

D'abord la question des migrants et des réfugiés vient interroger la société que nous voulons construire.

On peut envisager les migrations comme transitoires, liées à des désordres régionaux et temporaires, elles sont plutôt le révélateur du monde qui est et qui vient.

De même, la crise bancaire de 2008 a pu être pensée comme elle aussi transitoire, elle a plutôt manifesté que nous entrions dans un autre monde où le développement économique, en tout cas pour nos pays occidentaux, n'était pas un mouvement linéaire et sans fin.

De même, la question écologique, ô combien présente à Paris avec la COP 21 en décembre 2015, n'est pas non plus un problème à traiter, à résoudre, pour ensuite retrouver le monde d'avant.

Enfin, les attentats qui ont visé la France il y a quelques semaines font prendre conscience, si besoin était, des forces en présence dans le monde et des violences qu'il porte.

Ils font sortir l'Europe de la bulle qui la tenait à l'écart de l'ensemble de la planète.

J'aurais aimé voir le XXI<sup>e</sup> siècle commencer en 1989 avec la chute du mur de Berlin, or, il semble que ce qui se déroule chez nous et ailleurs dans le monde désigne le début symbolique du XXI<sup>e</sup> siècle avec le 11 septembre 2001.

Faut-il des périodes de crise, des moments exceptionnels, pour que se révèle la grandeur des hommes et des femmes ? Un de Gaulle aurait-il existé, en tout cas avec ce rayonnement, sans la Seconde guerre mondiale ?

Faut-il les attentats de janvier et de novembre 2015 pour que François Hollande revête une stature présidentielle ?

Pour dire les choses autrement, faut-il qu'il y ait contrainte pour que les politiques agissent ?

Tel est le paradoxe que nous habitons : alors que nous sommes rivés sur le temps court des médias et l'immédiateté des tweet, l'histoire s'écrit sur le temps long.

La décision politique est contrainte de s'inscrire dans cette longue durée, tant dans la lutte contre le terrorisme, dans la construction des institutions que dans les choix d'une politique écologique.

Elle doit aussi manifester ce qu'est sa mission, non pas la compassion, non pas la présence sur des lieux où sont d'abord attendus des professionnels compétents, policiers et personnels médicaux, mais la décision et l'action, lesquelles demandent du sang froid et une mise à distance de l'événement et des émotions qu'il suscite.

Le politique, comme tout exercice d'une responsabilité, demande que ceux et celles qui en sont chargé sachent distinguer le domaine de l'intime de celui de l'action publique.

Montaigne demande toujours à être relu : « Ce n'est pas pour la montre que notre âme doit jouer son rôle, c'est chez nous, au-dedans, où nuls yeux ne donnent que les nôtres » Essais II, 16.

D'autre part, il faut mentionner le projet.

C'est en effet la question du destin et de la figure de l'Europe qui est posée.

Celle-ci, la construction européenne, a été « vendue » aux citoyens comme permettant la paix et la prospérité.

Or, la prospérité n'est plus au rendez-vous, les difficultés économiques et sociales semblent installées à long terme.

La paix est menacée, non par des guerres conventionnelles, mais par le terrorisme.

Pour ceux qui avaient cru à l'âge d'or européen, cette Europe apparaît dès lors impuissante, inutile, voire néfaste.

Si en effet elle n'est qu'économique, elle n'a plus sa place.

Regardons quand même ce que signifie une telle Europe annoncée comme espace de prospérité, surtout mesurons les raisons de cette prospérité, qui est réelle : avant tout, c'est l'exploitation des ressources de la planète à faible coût – on retrouve la question écologique. Et ceci a occasionné des dérèglements, à la fois climatiques et humains.

Mais l'Europe n'est pas seulement un espace de prospérité, l'Europe c'est aussi une culture, des cultures, c'est Athènes, c'est Jérusalem et c'est Rome – je me réfère ici à Rémi Brague.

Le vivons-nous comme une force qui donne des repères pour accueillir ce qui n'est pas européen ? Ou bien ne croyons-nous plus en ces énergies spirituelles ? Auquel cas, il faut des murs !

Pour l'Europe, la question est de l'estime de soi, elle est celle de la fierté d'un destin et d'une vie qui ont choisi la sécurité sociale et le soutien aux plus faibles.

C'est cette fierté qui donne capacité à se regarder et à supporter ses erreurs, ses fautes, à les corriger, à croire cela possible, et c'est ce qui donne capacité à regarder les autres, et surtout à les regarder sans les craindre.

L'Europe et la France peuvent-elles encore être un projet spirituel – je ne dis pas religieux – un projet spirituel et moral ?

Il me semble que c'est ce qui est espéré dans le recours presque incantatoire aux « valeurs de la République » et à la « laïcité ».

Au risque de laisser penser que je veuille protéger mon pré-carré, je formule cependant des réserves quant à cette tendance pour des institutions civiles à « sacraliser » des données qui ne sont pas religieuses.

La laïcité est un mode d'exercice de l'Etat et ne peut prétendre tout dire et s'appliquer à l'ensemble de la vie sociale. L'Etat est laïc, mais la société n'a pas à l'être, quoi qu'en a exprimé l'Association des Maires de France il y a quelques semaines.

Pourtant, même s'il faut poser des distinctions, la question redoutable qui se pose à notre époque est celle-ci : Peut-il y avoir un commun qui s'impose à tous ?

A cela, s'ajoute cette autre question : Dans une démocratie comme la nôtre, qui n'a plus ni Dieu ni l'Etat-nation, qui exprime ou formule ce commun ? Le commun n'est-il qu'au terme d'une procédure ?

Les hommes peuvent-ils vivre ensemble sans transcendant, sans qu'il y ait un commun qui les fédère et les unit ?

Ce n'est pas vraiment ce qui se construit sous nos yeux ; il suffit de considérer l'action législative qui accorde de nouveaux droits à des groupes particuliers, ou encore aux langues régionales.

Sans commun, et on peine à voir où il se trouve, qu'est-ce qui peut être demandé aux populations étrangères qui sont accueillies dans un pays comme la France ?

C'est le constat de Constantin Languille dans le livre qu'il publiait au début de l'année 2015 : « Comment s'intégrer aux sociétés européennes si leur caractéristique est de ne pas avoir de caractéristique ? A proprement parler, l'intégration n'est même plus nécessaire, puisqu'il suffit d'être là ; l'exigence d'intégration est une violence faite au nouvel arrivant. Enfin, pour nous les Français, comment se sentir appartenir à la France, si cette dernière n'est plus qu'un territoire, un "lieu-dit" sur la carte du monde » Constantin Languille, *La possibilité du cosmopolitisme. Burqa, droits de l'homme et vivre-ensemble*. Le débat, Gallimard, 2015, p.117.

Pour la démographe Michèle Tribalat, l'intégration est une illusion.

Cependant cette espérance d'un commun, d'une âme de la nation, demeure toujours. Sans doute que l'ancien Ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, portait un tel idéal, dans la noble nostalgie de ce qu'incarnait la Troisième République.

On se rattachera alors à la définition de la nation que formulait Ernest Renan dans sa conférence *Qu'est-ce qu'une nation ?*

« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre est dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. »

Si l'homme ne s'improvise pas, ce que je reçois volontiers, il doit donc se construire et se laisser construire.

Alors que nous travaillons sur le politique, pointe cette urgence commune à tous, celle de l'éducation.

Dans *L'école est finie*, Jacques Julliard écrit :

« Que tous les savoirs soient disponibles (sur internet) ne signifie pas qu'ils soient mobilisables par un ignorant. Voilà pourquoi, comme le dit Pascal, "la mémoire est nécessaire pour toutes les opérations de la raison". Penser, c'est mettre en rapport. Cette mise en rapport suppose l'existence d'un matériau mental immédiatement utilisable » Jacques Julliard, *L'Ecole est finie*. Café Voltaire, Flammarion, 2015, p. 108.

« Le professeur n'est pas un détaillant. Les parents d'élèves ne sont pas des clients. Les élèves ne sont pas des usagers. Si l'Ecole ne fait que reproduire le consumérisme de la société marchande, je le dis en pesant mes mots, il faut supprimer l'Ecole publique » o.c., p. 110-111.

Et Pierre Manent écrit dans *Situation de la France* :

« L'Etat à l'œuvre depuis quarante ans tend à priver l'éducation de ses contenus, ou à vider ces contenus de leur caractère, si j'ose dire, impérativement désirable, pour installer le peuple enfant dans la méfiance ou l'indifférence à l'égard de tout ce qui se présenterait comme un *discendum* – une chose à apprendre » Pierre Manent, *Situation de la France*. Desclée de Brouwer, 2015, p. 40-41.

Il faut donc s'interroger sur le caractère irréversible du désenchantement du politique. Pourtant, le politique doit-il être le lieu d'un enchantement ?

Je craindrais une mystique du politique, et finalement du pouvoir.

Le politique et ceux qui l'incarnent doivent rester à leur juste place, celle de serviteurs, ce que signifie, vous le savez, le mot « ministre ».

Ce qui compte, c'est l'objet, ou plutôt le projet, qu'ils servent.

Et ce projet ne peut qu'être mystique, spirituel, c'est l'âme d'une nation, et je crois aussi celle de plusieurs nations qui se reconnaissent un destin et un projet communs, notre Europe.

Qui voulons-nous servir, Dieu ou l'argent ? Interroge Jésus dans l'Évangile.

Je réponds que les politiques n'ont pas à servir Dieu, si ce n'est dans leur vie personnelle, mais ils n'ont pas à servir l'argent.

C'est l'âme d'un peuple qu'ils servent, encore faut-il qu'ils reconnaissent une quelconque âme à ce peuple.

Il y a un peu plus d'une année, c'était le 25 novembre 2014, le pape François s'adressait aux députés du Parlement européen, à Strasbourg :

« Chers Eurodéputés, l'heure est venue de construire ensemble l'Europe qui tourne, non pas autour de l'économie, mais autour de la sacralité de la personne humaine, des valeurs inaliénables ; l'Europe qui embrasse avec courage son passé et regarde avec confiance son avenir pour vivre pleinement et avec espérance son présent.

Le moment est venu d'abandonner l'idée d'une Europe effrayée et repliée sur elle-même, pour susciter et promouvoir l'Europe protagoniste, porteuse de science, d'art, de musique, de valeurs humaines et aussi de foi. L'Europe qui contemple le ciel et poursuit des idéaux ; l'Europe qui regarde, défend et protège l'homme ; l'Europe qui chemine sur la terre sûre et solide, précieux point de référence pour toute l'humanité ! »

Le politique n'est pas le lieu d'un enchantement, mais celui d'un service.

Il faut dès lors avoir une conscience vive de servir plus grand que soi et plus durable que soi, plus durable que les quelques années où l'on aura exercé ce service.

Or, Dieu n'est plus, la nation non plus, un quelconque enchantement est-il possible, est-il souhaitable ?

Charles Péguy pose dès lors la question qui tient tout, celle de la fierté, non de soi, mais de ce qui est donné pour être servi.

« Les crises de l'enseignement ne sont pas des crises de l'enseignement ; elles sont des crises de la vie [...] Quand une société ne peut pas enseigner, c'est qu'elle ne peut pas s'enseigner, c'est qu'elle a honte, c'est qu'elle a peur de s'enseigner elle-même [...]. Une société qui ne s'enseigne pas est une société qui ne s'aime pas ; et c'est précisément le cas de la société moderne » Péguy, « Pour la rentrée », *Cahiers de la Quinzaine*, 11 octobre 1904, in *Œuvres en prose complètes*, t. 1, Pléiade, p. 1390.

## 2) Solutions globales pour une petite planète

On sait qu'aujourd'hui beaucoup regardent en mauvaise part la mondialisation, en particulier lorsqu'elle prend les traits du libéralisme sans loi ou encore ceux d'une suppression des cultures pour imposer des comportements culturels uniformes et dépourvus de qualité.

Certes, on peut penser que pour pallier ces situations, il suffirait de retrouver les cadres anciens qui faisaient des nations des lieux de parfaite identité, les préservant des contaminations venant des voisins ou des plus lointains.

Le problème c'est que l'histoire ne connaît pas la marche arrière !

Si l'on admet que le XXe siècle a commencé en 1914, comme le XIXe en 1789 avec la chute de la monarchie absolue, il nous faut admettre que nous vivons au XXIe siècle et dès lors il faut rechercher des solutions et des actions adaptées à notre époque et issues d'elle-même.

Alors, puisque nous sommes un monde globalisé, les solutions et les actions doivent aussi l'être.

On perçoit en effet toujours davantage combien des actes ou des décisions locales ont et auront sans doute de plus en plus des répercussions sinon mondiales du moins régionales.

Les désordres que connaissent le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique sub-saharienne, ont des conséquences immédiates pour nos pays européens ; ce sont à la fois les migrants qui fuient la guerre, la dictature, la misère, et c'est aussi l'engagement de notre armée dans ces zones, en particulier au Mali et en Centre-Afrique.

Et s'il était encore besoin de montrer combien nous sommes une petite planète, où tout est en interdépendance, où chacun est citoyen du monde, la question écologique en est l'expression la plus forte.

La COP 21 souligne cette prise de conscience des peuples et de leurs dirigeants de la nécessité qu'il y a à agir de manière commune et concertée.

La défense, par un pays, de ses propres intérêts, indépendamment de ceux du monde, n'est plus une vraie politique, sinon celle d'une autruche.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'agir seul.

C'est vrai, cela rend tout complexe : rechercher un gouvernement mondial, ou tout simplement, même si cela est nécessaire et non suffisant, un gouvernement européen, demande combien de temps, de travail, de compromis.

En effet, on peut insister sur les difficultés. Elles sont analogues à celles des langues lorsqu'il faut passer par la traduction, l'apprentissage d'une nouvelle langue, ou tout simplement par l'effort d'écouter un interlocuteur dont on ne saisit pas tous les mots, ou lorsqu'on a soi-même à parler en anglais, en italien, en allemand, alors qu'on maîtrise difficilement ces langues ; j'ajouterais ici que savoir un peu de latin et de grec est alors d'un grand secours, je parle ici des langues européennes.

Oui, on peut souligner les difficultés de l'apprentissage d'une gouvernance mondiale.

Permettez-moi de souligner que l'Eglise catholique en a une certaine expérience, et de cette gouvernance, et de ses difficultés ; le récent synode à Rome, consacré à la famille, a montré les différences et même les oppositions culturelles, pourtant entre des hommes – les femmes étaient peu nombreuses – partageant les mêmes convictions religieuses.

Insister sur les difficultés peut conduire à abandonner le projet d'une gouvernance mondiale ; mais, en avons-nous les moyens et la possibilité ?

On peut préférer penser que des hommes et des femmes d'autres aires culturelles que la nôtre peuvent avoir des choses à nous apporter, comme nous-mêmes avons des richesses à partager, nous, vieux pays d'Europe. Reconnaissons que l'Eglise catholique européenne, et peut-être pas seulement les catholiques, a été heureusement secouée, bousculée, par un certain cardinal Bergoglio venu de Buenos-Aires.

Depuis quelques mois, si des guerres et des troubles se poursuivent, des pas ont été accomplis montrant que les gouvernants, quoi qu'en disent certains, savent aussi travailler, parler, décider.

Deux exemples simplement, ce sont d'abord les relations nouvelles entre les Etats-Unis et Cuba, et c'est l'accord sur le nucléaire iranien. Voici des signes qui entretiennent l'espoir et interdisent de sombrer dans la dénonciation stérile et surtout dangereuse des responsables publics.

Et puis, même si cela devra être confirmé, je suis heureux de prendre acte du positif vécu lors de la Conférence sur le climat, des décisions mondiales sont possibles.

### 3) La religion n'est pas tout... il y a aussi la politique

Le XXI<sup>e</sup> siècle apparaît bien surprenant : alors que pour beaucoup en Occident, les religions s'apparentaient à des survivances d'une époque ancienne qui finiraient pas disparaître sous les coups de la science et du progrès, elles semblent n'avoir jamais été aussi vivaces.

On le constate par les violences qui se réclament des religions, mais aussi par l'apparition, même dans un pays extrêmement sécularisé comme la France, de nouvelles pratiques religieuses et de nouvelles religions.

Aujourd'hui, la laïcité, lorsqu'elle se comprend comme l'exclusion de la religion de la vie sociale, s'empêche de comprendre cette société et d'y agir.

C'est ce que déplore dans un livre tout récent, Jean Birnbaum, directeur du Monde des livres, ce livre s'intitule *Un silence religieux*.

Je déplore donc cette lecture du temps, de l'hégélianisme à la petite semaine, qui détermine le progrès en regardant en mauvaise part le passé.

C'est un peu comme si la France n'avait existé qu'à partir de 1789 ou l'Eglise catholique seulement après le concile Vatican II.

Les religions ne sont pas le passé du monde où les survivances de sociétés qui ne seraient pas encore entrées dans les temps modernes.

Si les religions ne peuvent être ignorées ou méprisées, elles ne sont cependant pas tout.

Pour un chrétien, la religion n'est pas le tout de sa vie ; seul le Christ est tout, et heureusement, il n'est pas seulement présent et actif dans les actes religieux. Bien de ses paroles rapportées dans les Evangiles disent même que des actes religieux le travestissent plutôt qu'ils le servent, je pense aux diatribes à l'encontre du Temple, dont il annonce la destruction, et de ses sacrifices. Il avait été préparé en ce domaine par les prophètes de l'Ancien Testament.

Oubliant cela, la religion se mue en système : lorsqu'elle entend être le tout de la vie des personnes, elle devient totalitaire.

Parmi les romans de la rentrée littéraire de septembre 2015, se trouve l'œuvre d'un auteur algérien, Boualem Sansal, un roman intitulé *2084, La fin du monde* (Gallimard). A la manière d'un George Orwell il imagine un monde sous la coupe d'un système religieux unique et totalitaire.

« Le Système ne veut pas que les gens croient ! Le but intime est là, car quand on croit à une idée on peut croire à une autre [...] ».

Le Grand Ordonnateur dit ceci : "Ne cherchez pas à croire, vous risquez de vous égarer dans une autre croyance, interdisez-vous seulement de douter, dites et répétez que ma vérité est unique et juste et ainsi vous l'aurez constamment à l'esprit, et n'oubliez pas que votre vie et vos biens m'appartiennent [...] ».

"Le détail étant l'essentiel dans la pratique", tout a été codifié, de la naissance à la mort, du lever au coucher du soleil, la vie du parfait croyant est une suite ininterrompue de paroles et de gestes à répéter, elle ne lui laisse aucune latitude pour rêver, hésiter, réfléchir » p.45-46.

Contre cette logique, l'auteur poursuit ici sa dénonciation du fondamentalisme, en l'occurrence islamiste, qu'il a vu à l'œuvre en Algérie et qu'il voit gagner du terrain, non seulement par les armes en Irak et en Syrie, mais aussi dans l'esprit des croyants ou tout au moins dans leurs pratiques extérieures, lorsque disparaît la capacité à ne pas porter tel vêtement prétendu musulman, ou bien lorsque les arts, la culture, doivent passer sous les fourches caudines de censeurs religieux, qu'ils portent une barbe ou qu'ils affirment, comme Civitas, lutter contre une soi-disant christianophobie ; qu'ils sévissent par des actes violents ou sur internet, mais avec la même violence.

C'est vrai, il peut être facile aux chrétiens et laïcs que nous sommes, et je me reconnais de cette double filiation, de stigmatiser ces attitudes rétrogrades et obscurantistes ; je relève cependant le risque, pour des catholiques, d'emprunter des moyens analogues pour faire pièce à l'islamisme. Je parle alors « d'islamisation des esprits », lorsque l'on pense que la violence religieuse est la réponse à une autre violence religieuse.

Lorsque la religion n'est pas tout – et elle n'a pas à l'être ni à le devenir – ce sont les Etats qui sont détenteurs de la force publique et de l'éventuel recours à la violence. A l'opposé de ceci, on choisira, pour vivre sa foi, de disposer d'institutions qui sont toutes religieuses ou confessionnelles. Ce qui conduit à peu à peu vivre en marge de la société, voire contre elle, avec le risque plus grand, d'en devenir un jour les maîtres, si les circonstances en donnaient l'occasion.

Non, il n'y a pas de politique chrétienne, il n'y a pas à avoir de parti politique chrétien ; mais il y a des chrétiens en politique, des chrétiens pour lesquels chaque instant est l'occasion d'une réflexion, d'un discernement, non dans le but de christianiser la société, mais dans celui, à la lumière de l'Evangile et de la personne de Jésus Christ, de servir l'humanité et l'ensemble du cosmos qui est sa maison commune.

Il revient bien entendu aux chrétiens et aux Eglises d'avoir une parole et un engagement publics quant à la société qu'ils construisent avec tous.

S'ils proposent, ils peuvent et même doivent exprimer des refus. Ils le firent il y a peu au sujet de l'accès à l'institution civile du mariage de personnes de même sexe ; ils alertent quant à la place reconnue aux plus fragiles dans une société où la technique peut conduire à déclarer ou à regarder comme obsolètes des hommes et des femmes qui ne présentent pas ou plus toutes les caractéristiques de la performance, et ceci vaut également au sujet du « marché » du travail.

Ils demeurent conscients qu'aucune parole ou acte n'est anodin : inviter un leader du Front national dans une rencontre patronnée par l'Église catholique n'est pas sans signification ni conséquence même s'il s'agit de rappeler à celle-ci ce qu'inlassablement le pape François dit des réfugiés, des migrants, des étrangers.

Parce que la religion n'est pas tout, les catholiques ne prennent pas leur parti de l'actuel discrédit du politique et de celles et ceux qui l'incarnent.

A défaut d'une politique forte et déterminée, d'élus et de responsables respectés, c'est ailleurs que les choses se passeront, dans des groupes autoproclamés, incarnant des chapelles, des religions ou des groupes de pression, et bien entendu des puissances financières. Certes, dans un monde complexe, les solutions simples ne sont pas à souhaiter, c'est la démocratie qui importe, et la capacité de gouvernants à mener des politiques européennes et mondiales résolues et coordonnées.

Lorsque l'intérêt privé l'emporte, qu'il soit individuel ou national, lorsque le court terme (électoral) est le seul objectif, lorsque le souci de l'image prend le pas sur tout le reste, le peuple, dont nous sommes tous, n'est plus mené que par son désir de faire des selfies, espérant sans doute ainsi se rassurer sur lui-même... on sait ce qu'il advint de Narcisse.

La religion n'est pas tout, la politique non plus, au risque de laisser face à face ou dos à dos ce couple parfois incestueux, il y a aussi tout ce qui fait le plus clair du temps de chacun : la société, autrement dit la famille, la culture, le travail, et même la rêverie.

#### 4) Comprendre pour agir et non pas pour excuser

Je suis profondément persuadé que l'action, y compris l'action contre la violence, ne peut se faire qu'à la mesure où l'on s'efforce de saisir le pourquoi des choses. Contrairement à ce que disent certains, l'explication des choses ne vise pas à excuser mais à donner les bons moyens d'action.

Parmi ceux qui aident à comprendre ce que nous vivons, il y a Gilles Kepel. Il faut toujours revenir à son livre *Les banlieues de l'Islam*.

De celui qu'il a publié avec Antoine Jardin aux derniers jours de 2015, *Terreur dans l'Hexagone* (Gallimard), je souligne ces phrases, elles disent que sans compréhension des phénomènes et de leurs causes, on se prive de moyens d'agir.

« Le nouveau modèle du terrorisme islamiste n'a pas été assimilé par des services de sécurité qui vivent alors sur le bilan flatteur de seize années sans attentat, résultat d'une grande efficacité dans la lutte contre la deuxième vague du djihadisme, celle d'Al-Qaïda. Cette vigilance aurait été prise en défaut par incapacité à penser le "logiciel" de la troisième vague. Faute de comprendre que le phénomène n'est pas exclusivement sécuritaire, à n'en traiter que les symptômes, à refuser d'exhumer ses racines sociales, politiques et religieuses et de consacrer les moyens nécessaires à en faire l'étiologie, le gouvernement français se condamne à attendre sa prochaine occurrence » p. 131.

On peine à trouver des motifs rationnels aux terroristes, qu'ils se disent mus par l'islam ou par quelque autre cause. Sans verser dans ce penchant qui imputerait à l'Occident la responsabilité d'engendrer ces artisans de la terreur, je remarque que Daesh compte dans ses rangs des hommes, et des femmes, versés dans les techniques les plus modernes de la communication.

Ils les connaissent, comme ils connaissent les jeux vidéo et les films gore. Utilisant ces ressorts, ils produisent des clips de propagande qui parlent immédiatement au public bercé par ces codes visuels.

Même s'ils revendiquent la mise en pratique d'un islam « des origines », leurs outils sont très modernes. Bref, les djihadistes ont été élevés devant les écrans de télévision, dont ils continuent à raffoler, à voir non seulement leur propagande mais leur soif de faire la une des chaînes infos.

Le problème, c'est que les écrans ne donnent pas à voir la réalité, que ce soit dans les émissions d'actualité et surtout dans les fictions. Les « héros » de maintes d'entre elles vivent dans des villas de luxe et conduisent des voitures qui le sont aussi, les jeux télévisés montrent des « gens de peu » hurler leur joie de gagner quelques centaines de billets de banque ou de l'électro-ménager, et les émissions de télé-réalité jouent sur les frustrations de leurs personnages.

Face à ces « gagnants » pourtant irréels, combien ne sont-ils pas renvoyés à leur statut de « perdants » ? Le système capitaliste mondialisé met chaque chose en concurrence, tout devient « produit », y compris soi-même. On a érigé comme unique ambition d'avoir « un peu plus » que son voisin : un peu plus de terrain dans son jardin, un peu plus de fleurs, une femme un peu plus belle, un peu plus de temps libre, un peu plus de reconnaissance... Mais un peu seulement : il faut ne pas trop en demander, acheter, consommer et rester à sa place ! Car, quand c'est le voisin qui donne l'impression d'avoir non pas un peu, mais beaucoup plus, que ce voisin ait nom Durand, Dupont, ou encore USA ou France, à un moment cela devient intolérable : trop c'est trop. Le ressentiment accumulé, l'humiliation ressentie exacerbent le désir de ne plus subir, et certains le font en passant aux armes.

Au sujet des violences qui s'expriment il faut toujours revenir à la pensée de René Girard – vous savez qu'il est mort le 4 novembre 2015.

Notre monde occidental est livré à l'ambition et à la concurrence, et nous les regardons comme des forces de progrès. Mais cela suscite chez ceux qui n'ont pu atteindre cette « réussite » désir et rivalité.

« Cette conception rivalitaire – écrit Girard – que notre exemple impose à la planète entière ne peut pas faire de nous des vainqueurs sans faire en d'autres lieux d'innombrables vaincus, d'innombrables victimes » *Celui par qui le scandale arrive*, Desclée de Brouwer, 2001, p. 24.  
« Le vrai secret du conflit et de la violence, c'est l'imitation désirante, le désir mimétique et les rivalités féroces qu'il engendre » id.

Girard a développé une théorie du « désir mimétique », cette attitude qui désire ce qu'a l'autre et en recherche la possession, allant jusqu'à le détruire.

Par le désir, nous idolâtrons et le prochain et nous-mêmes, et c'est la source principale de la violence humaine.

A l'opposé de ces attitudes, il situe la Bible et le christianisme : « C'est pour couper court à tout cela que le Lévitique énonce : "Tu aimeras ton prochain *comme* toi-même", c'est-à-dire que tu ne l'aimeras ni plus ni moins que toi-même » *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Grasset, 1999, p. 29.

Cependant, il ne s'agit pas de rêver échapper au désir mimétique, il est inscrit au cœur des relations humaines.

Le Christ ne le supprime pas mais se propose comme modèle à imiter.

Jésus, au contraire des gourous modernes qui centrent tout sur eux, invite à devenir tout comme lui un imitateur du Père. Jésus ne se présente pas comme l'individu en pleine autonomie et pleine autosuffisance qui n'imité personne.

Il y a dans cette approche une réaction bien plus riche que celle qui intime de répondre à la dernière injonction à la mode, par exemple celle qui appelle à se mettre sous la bannière « Je suis Charlie ». Ce n'est pas tant la liberté de la presse, la laïcité, même agressive et intolérante, qui sont insupportables aux terroristes – c'est cela aussi bien sûr –, mais c'est avant tout ce système plus général, qui nourrit les frustrations d'une majorité de la population du globe, sachant que les injustices les plus criantes sont certes mises en scène sur les écrans, mais sont surtout présentes aux portes des plus pauvres, car c'est dans les pays du Sud que les inégalités, sociales et économiques sont les plus flagrantes, sous des régimes corrompus et attentatoires à toutes les libertés. Et si encore ces derniers n'étaient pas soutenus par nos pays, qui se flattent d'être démocratiques...

Mon propos ne veut aucunement conduire à censurer des images, même pas celles des émissions de télé-réalité ! C'est plutôt l'éducation qui doit prévaloir. Non celle exprimée par un nouveau catéchisme, pas plus bénéfique que l'ancien, qui aujourd'hui inculquerait la bien-pensance de nos beaux-esprits, mais l'éducation aux images et à leurs lectures. Ceci est tout autant décisif sous nos latitudes (les tueurs de 2015 avaient tous été élevés en France) que dans les pays du Sud où, grâce au téléphone portable, on a accès aux mêmes images que nous. Lutter contre le terrorisme appelle bien entendu la mobilisation des forces de l'ordre et des forces armées, mais sans prise en compte des désordres humains et spirituels qui minent les sociétés, l'œuf qui engendre le serpent restera fécond.

Je reviens au livre de Gilles Kepel et je retiens ces lignes, elles en sont la conclusion, et un appel pour notre société.

« L'incantation des principes laïques de la République par des politiciens sans souffle ni vision demeure en deçà du défi posé par le djihad français [...]. La terreur dans l'Hexagone est aussi le symptôme d'un malaise dans notre civilisation » p. 316.

« Si une institution, au terme de ce cheminement, nous semble devoir être refondée et reconstruite pour traiter sur le long terme cet immense défi, c'est l'*instruction publique*, depuis la crèche jusqu'à l'université, tombée aujourd'hui dans l'indigence du fait d'une impéritie coupable de la classe politique tout entière » p. 317.

Les relations entre religions et politique doivent être comprises sous le signe de la diversité, chaque religion a un rapport spécifique au politique en fonction de son histoire et de ses principes.

Dans un petit livre publié en 2006, Hans Magnus Enzensberger, *Le perdant radical. Essai sur les hommes de la terreur* (Gallimard, 2006), aide à saisir certaines expressions actuelles des relations entre les religions et le politique.

« L'islamiste ne cherche pas de solutions au dilemme du monde arabe ; il s'épuise dans la négation. Au sens strict, il s'agit d'un mouvement apolitique, puisqu'il ne formule aucune exigence négociable. Son message se limite à souhaiter que la majorité des habitants de la planète, constituée d'infidèles et d'apostats, capitule ou soit tuée » p. 54.

« La terreur peut susciter un climat de peur généralisée et déclencher des réactions de panique. Elle augmente les pouvoirs et l'influence de la police politique, des services secrets, de l'industrie de l'armement et des sociétés de sécurité privées, encourage le vote de lois toujours plus répressives, empoisonne le climat politique et conduit à la perte de libertés acquises de haute lutte dans le passé [...].

Le plus redoutable des conséquences de la terreur, c'est le danger de contagion qu'elle représente pour ceux qui la subissent » p. 55.

« Le projet des perdants radicaux consiste à organiser le suicide de toute une civilisation. Il est peu probable qu'ils réussissent à étendre indéfiniment et à perpétuer leur culte de la mort. Leurs attentats représentent un risque toujours présent en arrière-plan, comme la mort quotidienne sur les routes, à laquelle nous nous sommes habitués. Il faudra bien qu'une société globalisée, qui dépend de combustibles fossiles et qui produit constamment de nouveaux perdants, en prenne son parti » p. 56-57.

### 5) Christianisme et politique

Pour terminer, je voudrais évoquer un certain nombre de réalités, religieuses, chrétiennes, qui donnent des moyens pour vivre le dialogue plutôt que l'opposition. C'est là que je situe le génie propre au catholicisme, un génie du compromis, du dialogue, de l'adaptation aux cultures et aux civilisations.

Certes, ce génie a parfois été subverti par les exclusions, les anathèmes et les mises à l'index, il est cependant ce qui donne capacité à l'Eglise catholique de demeurer et d'évoluer après plus de vingt siècles.

Parmi ces réalités, catholiques, mais surtout chrétiennes, il y a d'abord l'importance accordée au **Royaume de Dieu** dans le christianisme, ce royaume et son annonce sont au cœur de l'Evangile.

Le Royaume est déjà-là, donc il doit être manifesté et construit dans le présent, sans aucun désengagement.

En même temps, le Royaume est attendu, l'avenir n'est donc pas qu'entre nos seules mains, l'avenir est pour un ailleurs qui empêche le monde et le temps d'avoir leur clôture en eux-mêmes.

L'enjeu sous-jacent est alors d'ouvrir une espérance pour notre monde.

Lorsque l'avenir n'est plus perçu que sous l'angle de la menace – terroriste, écologique, nucléaire, voire du fondamentalisme religieux – c'est le présent qui est refermé sur lui-même. Un avenir qui n'est plus capable de susciter l'attente et de désir, replie sur l'instant présent. Seules l'intensité et la force du « ressenti » de ce qui est vécu, qualifie ce dernier comme valable.

Parler de Royaume, c'est dévoiler qu'il y a un avenir possible et attendu, et c'est aussi montrer que cet avenir se forme déjà entre nos mains.

Une juste laïcité doit alors permettre à la cité terrestre de reconnaître qu'elle ne dispose pas de toutes les clefs qui révèlent à l'homme son destin.

Ce n'est pas à l'Etat que Jésus-Christ a confié les clefs du Royaume des cieux. Il invite plutôt à rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. C'est-à-dire à désacraliser le pouvoir terrestre : il n'est ni dieu, ni diable, il est entre les mains des hommes, et ceux-ci sont appelés à assumer leur responsabilité dans la conduite des affaires du monde, sans la diviniser, ni la diaboliser.

Ceci est bien la raison pour laquelle, même à l'époque des persécutions menées par l'Empire romain, les chrétiens étaient appelés à respecter le pouvoir politique.

Parmi les richesses décisives du christianisme, il y a *le dogme de Chalcedoine* (451).

Ce dogme affirme que Jésus-Christ est vrai Dieu et vrai homme, sans confusion, ni séparation. C'est là un critère qui peut rendre compte du rapport de l'Eglise et la chose publique : ni confusion, ni séparation.

La visée est celle de la communion, de la relation, de l'échange.

C'est dans cette logique que les relations entre Etats, politique, et religions, sont à envisager, en termes de partenariat et non d'assujettissement des uns aux autres.

Je peux alors dire que la conjonction de coordination la plus chrétienne, ce n'est pas « ou bien », ou bien Dieu, ou bien César ; ou bien le ciel, ou bien la terre ; la conjonction de coordination que je vais baptiser, sans lui demander son avis, c'est « et » : le commandement de Jésus est unique : aimer Dieu « et » son frère.

Etre pleinement aux choses de Dieu, c'est être pleinement aux choses de ce monde.

Bien des chrétiens sont engagés de multiples manières dans la vie de la société, sans opposer leurs appartenances, mais sans non plus les confondre.

*Les pratiques politiques* disent aussi quelque chose à l'Eglise.

Vatican II a parlé des « signes de temps », signifiant par-là que les chrétiens ont à entendre les évolutions de la vie des sociétés, qu'ils ont à discerner les appels de l'Esprit-Saint, c'est-à-dire à ne pas les subir passivement et béatement, à ne pas les combattre systématiquement ; ils ont à réfléchir, à discerner, à choisir, et ils ont aussi, ils ont surtout à être engagés dans les évolutions des sociétés.

Aujourd'hui, parmi ces « signes des temps », je peux citer la place des femmes, ainsi que la démocratie, la capacité de chacun à participer aux décisions de ce qui concerne l'ensemble ; le discours sur le « peuple de Dieu » tenu à Vatican II peut être ainsi entendu.

Et puis, un dernier mot, une dernière réalité : *la communauté*.

Pour dépasser les débats autour du « communautarisme » je voudrais dire que les appartenances communautaires ne peuvent être rejetées a priori.

Certes, la religion est un choix individuel, mais elle a aussi des implications communautaires.

Le citoyen n'est pas seulement un individu isolé, qui n'aurait comme groupe d'appartenance que la nation. Il est aussi affilié à divers groupes, qui peuvent être exclusifs, mais qui peuvent aussi le renvoyer à ses responsabilités dans les autres sphères de la vie publique.

La personne a d'autres engagements collectifs que la seule nation. La loi de 1905 garantit cela, c'est le libre exercice du culte.

## 6) Conclusion : faut-il toucher à la loi de 1905 ?

Faut-il toucher à la loi de 1905 ? Le débat a été ouvert et le demeure pour certains.

On peut estimer que la présence importante de l'islam dans notre pays appelle à un réaménagement de cette loi. On peut préférer le maintien du cadre que constitue cette loi, comptant sur les juridictions compétentes et la jurisprudence pour permettre les adaptations nécessaires.

Sur ce sujet, je rapporte les propos que tint le cardinal Lustiger, lorsqu'il fut auditionné par la commission Stasi sur la laïcité le 23 septembre 2003.

Il plaidait pour le maintien de la loi actuelle et de la laïcité, qui a vu la loi de 1905 aménagée par la loi de 1923 sur les Associations diocésaines et la jurisprudence du Conseil d'Etat. Nous sommes parvenus à un compromis au sein d'une laïcité « apaisée ».

« Nous pensons délibérément que nous ne pouvons pas toucher à ce compromis. Ce serait remettre en cause un équilibre fragile, et qui pourtant constitue le visage de la France aujourd'hui. »

Enfin, j'aime à citer ce texte du Père Maurice Pivot, p.s.s. : « L'Eglise est une secte qui refuse de l'être, une secte qui porte en elle la tentation d'un discours saturant et d'une constitution totalisante. Et c'est le respect jaloux de la vérité de l'autre quel qu'il soit, de la foi en l'universalité de l'œuvre de l'Esprit, qui lui permet de retrouver un juste rapport à la vérité du Christ, à celui qui, s'il est la Vérité, est d'abord le Chemin. C'est l'existence de ce qu'il y a en dehors de l'Eglise qui l'empêche de se refermer sur ses certitudes, et qui lui permet de poursuivre sa route vers le Royaume. » *Chemins de dialogue*, n°1, p. 74-75.

La laïcité et les religions peuvent justement rappeler que ni l'Etat ni les religions ne sont le tout de la vie de l'homme. La survie de l'un ne dépend pas de la destruction de l'autre. Bien plutôt, la permanence de l'un, j'ai nommé César, et de l'autre, j'ai nommé Dieu, est la garantie de la survie de l'homme lui-même.